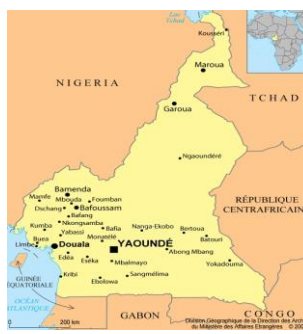


## CAMEROUN : FICHE PAYS MAI 2026



Catégorie OCDE (2024) : 6/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B-/Caa1/ B

Change : Franc CFA d'Afrique centrale (XAF) / Régime de change fixe ancré à l'euro

Horizon de réduction des GES : -35% horizon 2030

### FORCES

- 1<sup>ère</sup> économie de la CEMAC
- Ressources agricoles, pétrolières/ gazières et minières (minerais de fer, bauxite, nickel)
- Déficit public modéré

### FAIBLESSES

- Dépendance au pétrole alors que la production baisse
- Risque de surendettement élevé (service de la dette)
- Environnement des affaires peu favorable
- Situation sécuritaire dégradée dans les régions anglophones

## SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

### Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : après le ralentissement observé en 2025 (+3,1% contre +3,5% en 2024), les perspectives de croissance pour 2026 sont mitigées : si les projets d'infrastructure restent moteurs, la politique monétaire plus restrictive de la BEAC et les répercussions indirectes du conflit en Iran — notamment hausse des prix des carburants et des engrais — pourraient peser sur l'activité. Le secteur des services demeure porteur alors que la production de pétrole ne cesse de baisser. Le FMI table sur +3,3% en 2026 et +3,8% en 2027. A plus long terme, la capacité du pays à atteindre l'objectif du plan « Vision 2035 » d'une croissance annuelle moyenne de +6 % à +7% dépendra des progrès en matière de diversification d'une économie encore très dépendante des hydrocarbures.
- Vulnérabilité des comptes publics : le déficit public, qui s'était légèrement creusé en 2025 (-2%), année des élections présidentielles, s'améliorerait avec la hausse (même modeste compte tenu des contraintes de volume) des recettes pétrolières et au contrôle des dépenses. La poursuite des investissements devrait cependant limiter l'amélioration. Le ratio d'endettement (autour de 40% du PIB) devrait continuer à baisser mais le niveau élevé de la charge d'intérêts reste une source de vulnérabilités, maintenant le Cameroun dans la catégorie des pays à risque élevé de surendettement.
- Vulnérabilité extérieure : la baisse des volumes de production d'hydrocarbures pourrait atténuer les effets positifs attendus de la hausse des cours mondiaux sur les revenus d'exportation. La modération des cours du cacao devrait en outre peser sur les recettes. Compte tenu des importants besoins d'importations du pays (biens alimentaires, énergie, équipements), le déficit courant pourrait se creuser (-5,1% prévu en 2026). Le ratio de dette extérieure se stabiliserait autour de 25% du PIB. Malgré des efforts pour améliorer le profil de remboursement, le risque de surendettement reste élevé en raison du poids du service de la dette.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : la capitalisation du secteur bancaire semble satisfaisante sur la base des données disponibles, actualisées avec retard. Les créances douteuses sont relativement élevées mais se stabilisent autour de 13% du total. L'exposition des banques au risque souverain reste une source de vulnérabilités et le recours de l'Etat aux financements bancaires tend à évincer le secteur privé.

### Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : P. Biya, âgé de 93 ans, a été réélu pour un 8<sup>ème</sup> mandat fin 2025. Son parti (RDPC) devrait continuer à dominer le paysage politique, faute d'opposition. La réforme constitutionnelle d'avril 2026 permettra au Président de préparer sa succession en nommant un vice-président qui lui succédera en cas de vacance du pouvoir. Sa désignation pourrait toutefois être source de tensions politiques et sociales. La situation sécuritaire demeure en outre dégradée, dans les régions anglophones de l'Ouest du pays et la menace terroriste de Boko Haram persiste au Nord.
- Climat des affaires : la situation en termes de gouvernance ne montre pas d'amélioration notable. Les risques politiques et sécuritaires constituent un frein aux investissements étrangers.

### Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : le Cameroun, faible émetteur de CO2 (138<sup>e</sup> / 160 pour les émissions par hab.) notamment grâce au poids de l'hydroélectricité (énergie renouvelable) dans la production d'électricité, est très vulnérable aux changements climatiques (129<sup>ème</sup> sur 180 pays), comme en témoignent les inondations qui ont frappé le pays en 2024.

## STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France  
Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

	Exportations	Importations		Importations
Pays-Bas	18,2%	Chine	18,3%	
Chine	15,3%	Inde	8,3%	
Inde	9,5%	France	8,1%	
Italie	6,8%	Belgique	4,4%	
France	7,0%	Etats-Unis	3,9%	

Source: International Trade Center

Principaux produits échangés  
Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

	Exportations	Importations		Importations
Pétrole, pdts pétroliers	52,3%	Pétrole	11,6%	
Cacao	17,6%	Machines, app. méca.	8,8%	
Bois	11,9%	Céréales	8,3%	
Coton	3,0%	Machines, éqpts élect.	6,9%	
Fruits	2,7%	Véhicules automobiles	6,0%	

Source: International Trade Center

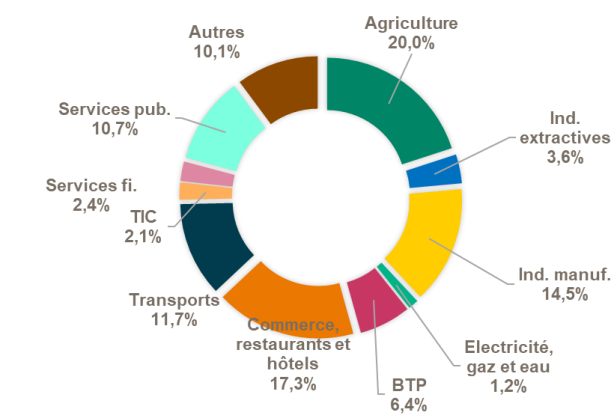


## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

CAMEROUN		2022	2023	2024	2025(e)	2026(p)	2026(p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>							
PIB (Mds USD, courant)		44,4	48,8	53,3	59,3	65,1	68,6
	<i>Rang PIB mondiale</i>	96	93	93	92	90	89
Population (Mns)		27,6	28,4	29,1	29,9	30,6	31,4
	<i>Rang Population mondiale</i>	52	52	52	51	50	50
PIB / habitant (USD)		1 608	1 721	1 830	1 984	2 125	2 183
Croissance PIB (%)		3,7	3,3	3,5	3,1	3,3	3,8
Inflation (moyenne annuelle, %)		6,3	7,4	4,5	3,4	3,5	3,2
Part exportations manufacturées (% total exp.)*		NA	NA	NA	NA	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>							
Dettes publiques (% PIB)		45,6	43,6	43,4	40,3	39,6	38,9
Solde public (% PIB)		-1,1	-0,6	-1,5	-2,0	-1,7	-1,4
Charge de la dette publique (% recettes budg.)		5,0	6,7	7,7	7,4	10,1	8,6
<b>POSITION EXTERNE</b>							
Solde courant (% du PIB)		-3,4%	-4,1%	-3,3%	-3,8%	-5,1%	-5,8%
IDE (% du PIB)**		2,0%	1,8%	1,7%	1,5%	1,4%	1,3%
Réserves <b>CEMAC</b> (en mois d'importation B&S)		4,3	4,5	4,2	4,5	4,5	0,0
Dettes extérieures totales (% PIB)		32%	30%	30%	26%	26%	25%
Dettes extérieures CT (% PIB)*		2,0%	1,8%	1,8%	NA	NA	NA
Taux de change		615,0	593,6	631,4	558,3	NA	NA
<b>SYSTEME BANCAIRE</b>							
Fonds propres / actifs pondérés		15,0	15,3	NA	NA	NA	NA
Taux de NPL		13,0	12,9	NA	NA	NA	NA
ROE		17,2	19,2	NA	NA	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*		190	191	187	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>							
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) <sup>a</sup>		138	135	137	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>		129	129	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) <sup>c</sup>		NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions - Sources : FMI (Rapport pays avril 2026, REO - avril 2026); \*Banque Mondiale; \*\*Oxford Economics  
a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Cameroun : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2024)



Source: INSTAT Cameroun



## 1. SITUATION ECONOMIQUE

- Une économie dépendante des ressources naturelles

Le Cameroun est l'économie la plus importante de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC<sup>1</sup>) avec plus de 40% du PIB et de la population régionale en 2025.

La production agricole (cacao, café, bananes...) et sylvicole, pèse pour environ 20% du PIB.

Le Cameroun dispose de ressources en pétrole mais sa production (moins de 60 000 bl/j fin 2025) ne cesse de baisser en raison du déclin naturel des champs pétroliers et du manque d'investissements. Elle est inférieure à celle d'autres pays pétroliers de la CEMAC<sup>2</sup> (Gabon, Tchad, Congo).

La production de gaz (GNL) est à l'inverse en progression, grâce notamment au lancement en 2018 de l'unité flottante de Hilli Episeyo, 2<sup>ème</sup> installation de ce type au monde après celle de Malaisie. Début 2026, la Société Nationale des Hydrocarbures a lancé un processus d'octroi de licences pétrolières et gazières. Le pays dispose également d'importantes réserves de minerais de fer dont l'exploitation devrait augmenter avec la mise en œuvre de différents projets (Mbalam Kribi-Lobé, Grand Zambé...). En outre, le Cameroun a signé en juillet 2024 un accord d'extraction de bauxite, abrite des réserves de cobalt, nickel et a lancé des recherches pour le lithium.

La production manufacturière représente de l'ordre de 15% du PIB, avec notamment la production de ciment. Le commerce et les transports dominent l'activité de services qui pèse pour plus de 50% du PIB.

- Une croissance tirée surtout par les secteurs hors hydrocarbures

En 2025, les événements post électoraux en fin d'année (cf. partie 4) ont affecté l'activité, qui a ralenti (+3,1% après +3,5% en 2024). En 2026, les investissements publics devraient rester porteurs mais le regain d'inflation et une politique monétaire plus restrictive pourraient peser sur la demande intérieure. Contrairement à la majorité des banques centrales de la région, la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC), qui gère la politique de la zone CEMAC, a en effet relevé son taux de référence en décembre 2025 (+25 pb à 4,75%) pour faire face aux pressions sur les liquidités en devise de la zone. Malgré son statut d'exportateur de pétrole, le Cameroun, qui reste importateur de carburants, devrait subir la hausse des prix en lien avec le conflit en Iran. Le secteur agricole pourrait en outre souffrir du renchérissement des engrais. Les répercussions sur l'inflation, qui avait baissé à 2,5% en décembre 2025 (3,3% en novembre) dépendront de la durée du conflit et de la politique de subvention de l'Etat.

Le secteur des services devrait toutefois rester porteur, permettant au FMI de tabler sur une croissance en

hausse, à +3,3% en 2026 et +3,8% en 2027. A plus long terme, le plan de développement « Vision 2035 » cible un taux de croissance annuel moyen du PIB de +6 à +7 % grâce à la diversification de l'économie, au développement de grands projets nationaux (zone industrielle de Kribi, centrale hydroélectrique de Kikot) et régionaux (routiers et ferroviaires vers le Nigeria et le Tchad). L'objectif semble toutefois ambitieux au regard des progrès limités en matière de diversification réalisés ces dernières années.

- Situation fragile du secteur bancaire

L'Etat est très présent dans le système bancaire, détenant une participation majoritaire dans 8 des 19 banques du secteur. L'Etat a recapitalisé deux établissements privés<sup>3</sup> et prépare la privatisation (cession de 51% du capital) de la Banque Commerciale du Cameroun.

La capitalisation du secteur était globalement satisfaisante avec un ratio fonds propres /actifs pondérés de 15,3% en 2023 (dernière donnée disponible), supérieur au minimum requis par la BEAC (10,5%).

Le taux de créances douteuses est relativement élevé mais stable, autour de 13% (donnée 2023, dernière donnée disponible). Pour réduire ce ratio, le gouvernement a créé une Société de Recouvrement des Créances (SRC) et envisage, avec le soutien de la BEAC, la création d'un registre des crédits ainsi que d'un système de rating des entreprises et débiteurs privés. Les crédits sont concentrés en faveur des grandes entreprises (75% des crédits au secteur privé en 2025). Afin de développer le crédit aux PME, un fonds de garantie devrait être mis en place en faveur de cette catégorie d'emprunteurs.

L'exposition des banques au risque souverain est source de vulnérabilité et fait peser un risque d'éviction du secteur privé de l'accès aux financements. Selon les données du FMI<sup>4</sup>, le stock de titres souverains dans les bilans des banques camerounaises atteignait 32 % des actifs mi-2025 (23% en 2019), certains établissements détenant plus de la moitié de leurs actifs sous forme de créances sur les Etats de la CEMAC.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

- Un déficit public attendu en réduction

La situation budgétaire s'est légèrement dégradée en 2025 (déficit de -2% après -1,5% en 2024), le contexte électoral ayant soutenu les dépenses alors que les revenus pétroliers baissaient.

Les dépenses d'investissement resteront élevées en 2026-27 orientées vers la réalisation des divers projets d'infrastructure. La baisse des subventions sur les carburants observée en 2024-25 (moins de 1% du PIB contre près de 4% en 2022) pourrait être remise en

<sup>1</sup>Communauté Economique et Monétaire d'Afrique centrale : Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equ., Tchad

<sup>2</sup>Environ 300 000 bl/j pour le Congo, 200 000 bl/j pour le Gabon et 125 000 pour le Tchad.

<sup>3</sup>Union Bank of Cameroon (UBC) et National Financial Credit (NFC Bank)

<sup>4</sup>Article IV, février 2024



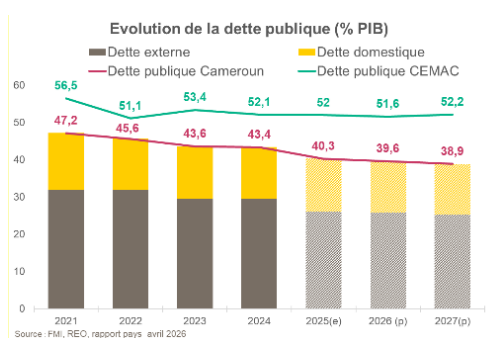
cause 2026 par la hausse des cours du pétrole consécutive au conflit en Iran.

La situation financière des entreprises publiques<sup>5</sup> continue à peser sur le budget, directement via les subventions (électricité notamment) et les opérations de recapitalisation (compagnies de raffinage SONARA et aérienne CAMAIR) et indirectement via les garanties accordées sur leurs engagements financiers. L'Etat accumule en outre les arriérés auprès d'entreprises locales qui auraient atteint 1,6% du PIB fin 2025 selon Fitch Ratings, malgré l'engagement du gouvernement de les ramener à 1% du PIB. Enfin, les dépenses de défense / sécurité devraient rester élevées.

**La mobilisation des recettes fiscales** (impôts sur le revenu surtout) **reste faible**, avec un ratio de 12% du PIB, inférieur à la moyenne d'Afrique Sub-saharienne (15%). Mais les recettes pétrolières devraient être supérieures à celles prévues dans le budget 2026, basé sur un cours de 65,8\$/bl.

Selon le FMI, **le solde budgétaire devrait ainsi légèrement s'améliorer en 2026 (-1,7%) et 2027 (-1,3%)**. Le déficit budgétaire du Cameroun est plus faible que celui de la moyenne de la CEMAC (-2,8% attendu en 2026) et de la moyenne d'Afrique sub-saharienne (-4,0% du PIB).

- **Baisse continue du ratio d'endettement mais service de la dette encore élevé**



Le **ratio d'endettement<sup>6</sup> du Cameroun** est en repli depuis 2021 et pourrait continuer à baisser pour atteindre moins de 39% du PIB en 2027 selon le FMI.

**La dette publique est majoritairement externe** (de l'ordre de **65% du total en 2025**). La dette domestique est à près de 44% composée de titres de dette publique émis sur le marché local et régional (CEMAC) et acquis par les banques. En septembre 2025, la maturité moyenne de la dette publique était de 6,4 ans<sup>7</sup>, en repli (7,6 ans en 2024) et très en retrait de l'objectif du gouvernement (11 ans).

Malgré un ratio de dette relativement peu élevé et orienté à la baisse, le Cameroun présente un **risque élevé de surendettement** selon la terminologie du FMI, en raison du poids de son service. Les échéances moyennes d'amortissement (principal et intérêts) sont estimées par

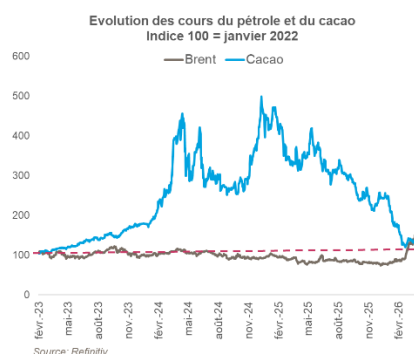
le FMI<sup>8</sup> à 6% du PIB / an entre 2027 et 2031. Elles représenteraient plus de 56% des recettes de l'Etat en 2026.

### 3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Forte dépendance au secteur primaire**

**Les exportations du Cameroun sont dominées par des produits peu ou pas transformés** (fèves de cacao, pétrole et gaz), ce qui rend le pays vulnérable aux évolutions des cours des matières premières. Les revenus d'exportation d'hydrocarbures étaient en repli en 2025 mais pourraient progresser à nouveau en 2026 avec la hausse des cours mondiaux dans le contexte du conflit en Iran. La baisse des volumes de production de pétrole devrait cependant atténuer la progression des recettes d'hydrocarbures, qui pourrait être insuffisante pour compenser la modération des cours du cacao.

Les prix mondiaux des fèves ont fortement progressé en 2024-début 2025 dans un contexte de baisse de l'offre des principaux producteurs (Côte d'Ivoire, Ghana) mais aussi en raison de la spéculation. L'amélioration des perspectives d'offre et le repli de la demande ont provoqué un retournement du marché mi-2025, ramenant les cours à leur niveau de début 2023.



**Les besoins d'importations devraient en revanche rester élevés** en énergie (le pays n'est pas autosuffisant en hydrocarbures et ses capacités de raffinage sont réduites), biens alimentaires, équipements et services pour la réalisation des projets d'infrastructure.

**Le déficit courant devrait ainsi se creuser à -5,1 % du PIB en 2026** selon le FMI et davantage en 2027 (- 5,8%), surtout si les cours du pétrole se normalisent à l'issue du conflit en Iran.

Les flux d'investissement devraient rester limités, freinés par la situation sécuritaire du pays et un contexte international peu favorable. En 2024, le stock d'Investissements directs étrangers (IDE) français était en repli (1,6 Md€ contre 1,8 Md€ en 2023). Environ 200 entreprises françaises<sup>9</sup> (une centaine de filiales de groupes français et autant d'entreprises détenues par des ressortissants français) sont implantées au Cameroun dans un grand nombre de secteurs : énergie,

<sup>5</sup> Le portefeuille de l'Etat concerne 68 entreprises dont 47 publiques et 21 à participation d'Etat minoritaire

<sup>6</sup> La dette de SONARA, estimée par le FMI à environ 1,5% du PIB, est incluse dans la dette publique.

<sup>7</sup> 7,4 ans pour la dette externe et 4,5 ans pour la dette domestique

<sup>8</sup> Rapport pays d'avril 2026

<sup>9</sup> Source DGT



agro-industrie, secteur financier, BTP, télécommunications ou santé/pharmaceutique. EDF est en outre actionnaire principal et opérateur du barrage hydroélectrique de Nachtigal et participe au développement du barrage hydroélectrique de Kikot.

- **Le risque de surendettement extérieur tend à se réduire mais reste élevé**

La dette extérieure est composée quasi exclusivement (près de 95%) de dette publique, constituée majoritairement (à plus de 80% à fin 2025) de dette multilatérale (53%) et bilatérale (29%). Le poids de la Chine a baissé à 19 % du total de la dette extérieure du pays en septembre 2025 contre 26% en 2021.

L'Etat camerounais a émis en janvier 2026 son troisième Eurobond<sup>10</sup> lui permettant de lever 750 M\$ (maturité 7 ans à 7,79%<sup>11</sup>). L'Etat devrait en outre conclure un **nouvel accord avec le FMI courant 2026**, le précédant étant arrivé à échéance en juin 2025.

**Le risque de surendettement extérieur reste élevé selon la terminologie du FMI, en raison du niveau du service de la dette.**

Le ratio du service de la dette publique extérieure / exportations, ne cesse d'augmenter. Il atteindrait 20,4% en 2026 et pourrait avoisiner 24% en 2027 (15,2% en 2024), nettement au-dessus du seuil de 15% fixé par le FMI pour le Cameroun. Le ratio du service / recettes de l'Etat s'établirait à 17,8% en 2026 et plus de 19% en 2027, plus proche du seuil du FMI (18%). **Les risques restent élevés** dans un contexte d'incertitudes sur l'évolution des conditions de financement externes. La baisse des flux d'aide, un regain de prudence des investisseurs et le niveau des taux d'intérêt qui devrait baisser moins rapidement qu'anticipé en 2025, devraient accentuer la pression sur les capacités du pays à faire face à ses besoins de financement. Par ailleurs, la situation politique, sociale et sécuritaire risque de peser sur l'attractivité du pays et limiter ses capacités à améliorer son solde budgétaire.

- **Tensions toujours fortes sur les réserves de la Banque des États de l'Afrique centrale**

Le Cameroun contribue à hauteur d'environ la moitié des réserves de la zone à fin 2025. Comme l'ensemble des pays de la CEMAC, il est **régulièrement confronté à des difficultés d'accès aux devises**. Diverses mesures de contrôle des sorties de capitaux ont été mises en place au sein de la zone depuis plusieurs années afin de limiter les tensions sur la disponibilité de devises. Les opérateurs économiques (privés comme publics) sont tenus de rétrocéder, par l'intermédiaire des banques, leurs devises. Mais les réserves de change de la CEMAC ont fondu en 2025, pour atteindre 10 Md€<sup>12</sup> (12 Md\$ fin 2024), couvrant 4,2 mois d'importation contre 5 mois recommandés par le FMI pour la zone. Les tensions sur les liquidités de la zone pourraient s'atténuer avec la hausse des recettes pétrolières et les

programmes que certains pays de la zone doivent conclure en 2026 avec le FMI (Cameroun, Congo, Gabon notamment).

## 4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Des tensions internes persistantes**

**Paul Biya, au pouvoir depuis 1982, a été réélu pour un 8<sup>ème</sup> mandat en octobre 2025** avec 53,7% des voix. Ce résultat, contesté par l'opposition menée par l'ancien ministre M. Bakari, a été confirmé par la Cour Constitutionnelle. Cette décision a provoqué **des mouvements de protestation, violemment réprimés, qui ont fait plusieurs victimes fin 2025**.

En avril 2026, Le Parlement camerounais a adopté une **révision constitutionnelle instituant un poste de vice-Président**, qui sera nommé par le Président et le remplacera en cas de vacance du pouvoir. La désignation du successeur potentiel de P. Biya par lui-même et non par les urnes pourrait provoquer des tensions politiques et sociales. En revanche, une fois le vice-président nommé, cette réforme atténuera l'incertitude liée à la succession du Président.

**La situation sécuritaire reste très dégradée et instable dans les deux régions anglophones du nord-ouest et sud-ouest** du pays depuis 2017, sur fond de revendications indépendantistes. En 2019, le Président a lancé un « grand dialogue national » qui a abouti à une proposition de statut spécial pour les régions anglophones. Les résultats sont à ce jour mitigés. **Par ailleurs, les régions du nord sont en proie aux attaques de mouvements issus de Boko Haram**, un groupe djihadiste basé au Nigeria, depuis 2013. La situation est également tendue aux frontières avec la Centrafrique à l'est du pays. **L'instabilité reste limitée à ces régions**, la forte présence de l'armée limitant les risques d'extension au reste du pays.

- **Gouvernance et climat des affaires**

Bien que **le Cameroun se situe dans la moyenne des pays de la zone CEMAC**, il reste en bas du classement en matière de gouvernance (187 sur 214 pays). Ses performances sont particulièrement faibles en termes de stabilité politique et de lutte contre la corruption. Le pays occupe la **140<sup>ème</sup> place sur 180 du classement 2024 de Transparency International**.

Par ailleurs, les tensions politiques et sécuritaires ont des répercussions négatives sur le climat des affaires.

Le pays figure sur la liste grise du GAFI compte tenu de la faiblesse de ses mesures pour lutter contre le blanchiment d'argent et le terrorisme

<sup>10</sup> Deux émissions précédentes en 2021 et 2024

<sup>11</sup> coupon ramené de 10,125 % à 7,79 % par un swap de change USD/EUR

<sup>12</sup> Source BEAC incluant les réserves déposées sur le Compte d'Opération du Trésor Français



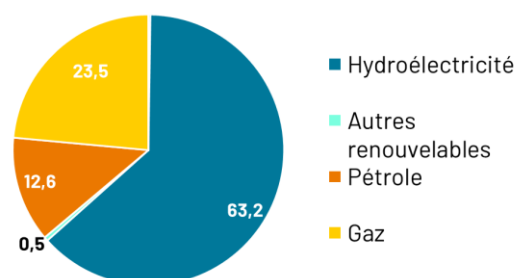
## 5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Cameroun est exposé aux risques liés au changement climatique (129<sup>e</sup> sur 181 pays selon l'indice de vulnérabilité ND Gain) : hausse des températures, sécheresse, vents violents, inondations et érosion côtière. En 2024, le pays a subi de fortes inondations qui ont causé d'importants dommages aux habitations, infrastructures et terres agricoles.

La déforestation s'est accélérée ces dernières années, conduisant les Autorités à s'engager dans la promotion d'une gestion durable des ressources. Le plan de développement à 30 ans (SND-30) fixe des objectifs en ce sens avec l'appui de la Banque Mondiale. **Le Cameroun est l'un des 105 pays signataires de la Déclaration de Glasgow<sup>13</sup>** de la COP26 et de la déclaration sur l'usage des terres visant à mettre fin à la déforestation et à reboiser.

**Le Cameroun est faible émetteur de CO2** (138<sup>ème</sup> sur 160 pour les émissions par habitants). Environ 2/3 de sa production d'électricité provient d'installations hydroélectriques (notamment la centrale de Nachtigal mise en service en 2025). Plusieurs projets dans le domaine de l'énergie solaire doivent permettre d'améliorer l'accès à l'électricité notamment dans les zones rurales.

Cameroun : production d'électricité par sources, en % (2023=8,33 TWh)



Source : Global and European Electricity review (Ember 2025)

Début 2024, le FMI a accordé au Cameroun un financement de plus de 183 M\$ au titre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD) pour aider le pays à s'adapter et à atténuer les effets du changement climatique.

<sup>13</sup> La [Déclaration de Glasgow sur l'action climatique dans le tourisme](#) vise à réduire au moins de moitié les émissions mondiales du tourisme sur 10 ans et à zéro avant 2050.



## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

**Baptiste Thornary** Chef économiste baptiste.thornary@bpifrance.fr

**Sabrina El Kasmi** Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

### Economies émergentes / Risque Pays

**Anne-Sophie Fèvre** Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie as.fevre@bpifrance.fr

**Adriana Meyer** Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est adriana.meyer@bpifrance.fr

**Victor Lequillier** MENA, Turquie, Chine, ASEAN victor.lequillier@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

**Laetitia Morin** France, pays développés, conjoncture PME laetitia.morin@bpifrance.fr

**Thomas Laboureau** France, pays développés, conjoncture ETI thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.